

- (h) Les immigrants auxquels de l'argent a été donné ou prêté par quelque organisation de charité dans le but de les rendre capables de débarquer au Canada, sous le régime de la présente loi, ou dont le passage ou prix de transport jusqu'au Canada a été payé en tout ou en partie par quelque organisation de charité, ou sur des fonds publics, à moins qu'il ne soit établi qu'une autorisation écrite de la part du sous-ministre ou, s'il s'agit des personnes venant d'Europe, une autorisation écrite de la part de l'adjoint du directeur de l'Immigration pour le Canada, à Londres, a été obtenue pour le débarquement de ces personnes au Canada, et que ladite autorisation a été utilisée dans un délai de soixante jours à compter de sa date;
- (i) Les personnes qui n'observent pas les conditions et exigences de règlements alors en vigueur et qui sont applicables à ces personnes sous le régime de la présente loi, ou n'y répondent pas ou ne s'y conforment pas;
- (j) Les personnes qui, d'après le conseil d'enquête ou le préposé à un port d'entrée, peuvent devenir une charge pour le public;
- (k) Les personnes atteintes d'infériorité psychopathique constitutionnelle;
- (l) Les personnes atteintes d'alcoolisme chronique;
- (m) Les personnes non comprises dans l'une des catégories interdites ci-dessus, qui, après examen médical sont déclarées mentalement ou physiquement atteintes, au point de ne pouvoir gagner leur vie qu'avec difficulté;
- (n) Les personnes qui croient au renversement ou qui préconisent le renversement, par la force ou la violence, du gouvernement du Canada ou des lois et de l'autorité constituées, ou qui ne croient pas à un gouvernement organisé ou s'y opposent, ou qui conseillent l'assassinat de fonctionnaires publics, ou qui préconisent ou enseignent la destruction illicite de la propriété;
- (o) Les personnes qui appartiennent ou sont affiliées à une organisation qui préconise ou qui enseigne la non-croyance ou l'opposition à un gouvernement organisé, ou qui préconisent ou prêchent le devoir, la nécessité ou l'opportunité d'assailir illégalement ou de tuer un fonctionnaire ou des fonctionnaires, que ce soient des individus particulièrement désignés ou des fonctionnaires en général de l'Etat du Canada ou de tout autre Etat organisé à cause du caractère officiel de ces fonctionnaires, ou qui préconisent ou enseignent la destruction illicite de la propriété;
- (p) Les personnes coupables d'espionnage à l'égard de Sa Majesté ou de tout allié de Sa Majesté;
- (r) Les personnes jugées coupables de haute trahison ou de trahison ou de conspiration contre Sa Majesté, ou d'avoir aidé en temps de guerre les ennemis de Sa Majesté, ou de tout crime semblable contre tout allié de Sa Majesté;
- (s) Les personnes qui, en quelque temps que ce soit, dans un intervalle de dix ans à compter du premier août mil neuf cent quatorze, ont été expulsées de quelque partie des dominions de Sa Majesté ou de quelque pays allié, à cause de trahison ou de conspiration contre Sa Majesté, ou de tout crime semblable se rattachant à la guerre contre un des alliés de Sa Majesté;
- (t) Le ou après le premier jour de juillet mil neuf cent dix-neuf, outre les personnes mentionnées dans les "catégories interdites" ci-dessus, il est aussi défendu aux personnes suivantes d'entrer ou de débarquer au Canada: les personnes âgées de plus de 15 ans, physiquement capables de lire, mais qui ne peuvent lire ni la langue anglaise ni la langue française ni quelque autre langue ou dialecte. Néanmoins, toute personne admissible ou toute personne qui a été jusqu'à présent légalement admise ou qui le sera à l'avenir, ou tout citoyen du Canada, peut faire entrer ou envoyer chercher son père ou son grand-père, âgé de plus de cinquante-cinq ans, son épouse, sa mère, sa grand'mère ou sa fille veuve ou non mariée, s'ils sont autrement admissibles, que ce parent sache lire ou non, et ce parent est admis à entrer. Dans le but de constater si les étrangers savent lire, le préposé de l'immigration doit se servir de feuilles de grandeur uniforme préparées sur l'ordre du ministre, contenant chacune pas moins de trente et pas plus de quarante mots imprimés en caractères ordinaires et très lisibles dans le langage ou le dialecte que peut désigner la personne comme étant celui dans lequel elle désire subir l'examen, et elle doit lire les mots imprimés sur la feuille dans ledit langage ou dialecte: mais les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux citoyens du Canada ni aux personnes qui ont leur domicile au Canada, ni à ceux qui sont de passage à travers le Canada, non plus qu'aux personnes ou catégories de personnes que le ministre peut approuver de temps à autre;
- (u) Les membres d'une famille (y compris les enfants de plus et de moins de dix-huit ans) accompagnant une personne refusée, pourvu que, d'après le conseil d'enquête, la séparation de la famille n'entraîne pas un malheur."

La loi de l'immigration pourvoit au rejet et à la déportation des immigrants appartenant aux catégories interdites et à la déportation de ceux qui deviennent indésirables moins de cinq ans après leur entrée légale.

**12.—Immigrants refusés aux ports océaniques, par cause principale et nationalité, années civiles 1931-38.**

NOTE.—Les chiffres comparables de la période 1903-04 basés sur l'année fiscale se trouvent à la page 224 de l'Annuaire de 1934-35.

Item.	1931.	1932.	1933.	1934.	1935.	1936.	1937.	1938.	Total. 1931-38.
Par cause—									
Raisons de santé.....	23	17	14	13	13	10	9	9	108
Raisons civiles.....	286	244	160	224	192	213	217	166	1,702
<b>Totaux.....</b>	<b>309</b>	<b>261</b>	<b>174</b>	<b>237</b>	<b>205</b>	<b>223</b>	<b>226</b>	<b>175</b>	<b>1,810</b>
Par nationalité—									
Britannique.....	171	144	101	167	133	128	94	90	1,028
Américaine.....	5	13	9	14	6	9	4	7	67
Autres pays.....	133	104	64	56	66	86	128	78	715